

La solution d'attente

Patrick Devedjian, député UMP des Hauts-de-Seine, est nommé secrétaire général délégué de l'UMP, en remplacement d'Hortefeux, nommé au gouvernement. Privé de ministère, il avait ouvertement et vertement fait part de son amertume. De plus, Le secrétaire d'Etat chargé des Transports Dominique Bussereau affirmait hier soir que cette nomination était une "solution d'attente". (Photo AFP)



Le coup de Guigou

Elisabeth Guigou a jugé « absolument scandaleux » que l'Elysée et Matignon soient utilisés par l'UMP comme siège de campagne pour les législatives. « C'est la première fois que l'on voit ça », a déploré, hier, la députée socialiste de Seine-Saint-Denis, à la sortie du bureau national du PS. (Photo P. Blanchard)



Sarkozy veut changer l'hôpital

EN VISITE A DUNKERQUE le président a confié à la ministre de la Santé Roselyne Bachelot, une grande concertation pour répondre « au malaise »

Nicolas Sarkozy a consacré sa deuxième visite en province à la santé publique, affirmant hier à Dunkerque vouloir répondre au « malaise » des hôpitaux, quitte à en revoir de fond en comble l'organisation. Le chef de l'Etat a visité le centre hospitalier, parcourant les services d'urgence et d'hémodialyse où des dizaines de patients et de membres du personnel se pressaient pour tenter de le voir. Ovationné à sa sortie par la foule, il s'est ensuite rendu à Zuydcoote, à quelques kilomètres, pour visiter l'unité de soins palliatifs et rencontrer des familles de malades et le personnel soignant ainsi que les bénévoles « sur le thème de l'accompagnement de fin de vie ». A Dunkerque, Sarkozy a lancé devant quelques journalistes : « On ne peut pas continuer comme ça. Il faut donner des moyens à l'hôpital. Il faut réformer l'hôpital, la carte hospitalière, l'organisation de l'hôpital ». Soulignant que « l'hôpital est le lieu de toutes les souffrances, parfois de toutes les joies », il a salué « les gens qui travaillent à l'hôpital et se dévouent avec un cœur extraordinaire et beaucoup de compétence ». Il a lancé : « Je veux, avec la



Photo AFP

ministre de la Santé Roselyne Bachelot apporter une réponse à ce malaise ».

Pan sur les 35 heures

Lors d'une discussion avec le personnel, il a annoncé avoir demandé à Roselyne Bachelot, qui l'accompagnait, de « conduire une grande concertation sur les missions de l'hôpital ». Pour lui, il s'agit en clair de libérer des lits occupés par des personnes qui pourraient être soignées dans d'autres structures, si elles existaient en nombre suffisant et de ne pas engorger

les urgences par des soins qu'il a qualifiés « de commodité ». Il a également affirmé qu'il fallait « lancer un gigantesque mouvement d'accueil des personnes âgées » et « d'extrême dépendance », en mettant en place des structures adaptées en dehors de l'hôpital. Martelant une phrase qu'il a souvent répétée en campagne – « le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi » – il est revenu sur la question de la rémunération des heures supplémentaires, souvent posée par des membres du personnel. Une jeune infir-

mière lui a dit totaliser environ 500 heures supplémentaires et attendre que l'hôpital les lui paie. « Il faut prendre conscience qu'il y a beaucoup de douleur et beaucoup de souffrance et que le personnel qui supporte tout ça mérite de la considération, considération à la fois morale, personnelle et financière », a déclaré le tout nouveau président, qui a encore critiqué les 35 heures.

Doubler les USP

Puis à Zuydcoote, il a souhaité « doubler les unités de soins palliatifs » en France,

en soulignant qu'il s'agissait non d'un luxe mais d'un « droit ». Il a jugé inacceptable qu'il y ait deux fois moins de telles unités de soins en France qu'au Royaume-Uni ou au Canada. Sarkozy a longuement écouté des proches de personnes mortes dans cette unité de soins palliatifs, dont un homme veuf depuis dix jours. Le président a conclu : « C'est très émouvant d'être parmi vous, parce que vous nous avez donné une leçon d'humanité. Et j'ai le sentiment de partager un moment avec des gens bien ».

Leonetti salue des « engagements forts »

Le député-maire d'Antibes, premier vice-président du groupe UMP à l'Assemblée et auteur de la loi sur la fin de vie, Jean Leonetti, a salué hier les « engagements forts » de Nicolas Sarkozy pour doubler les unités de soins palliatifs. Il a expliqué : « Nicolas Sarkozy a pris l'engagement que tous les Français aient droit à une fin de vie digne, en doublant les unités de soins palliatifs en France ». Il avait insisté sur « l'impérieuse nécessité de couvrir le territoire national de structures de soins palliatifs ».

Soins palliatifs : une offre insuffisante et mal répartie

Les unités de soins palliatifs (USP), que Sarkozy souhaite doubler, sont à la fois rares et mal réparties sur le territoire national, selon un rapport de la Cour des comptes publié en février, qui épinglait ces « inégalités territoriales ». Fin 2004, « les unités de soins palliatifs étaient concentrées dans les régions les plus urbanisées », alors que six régions - Basse-Normandie, Centre, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine - n'en disposaient pas, constatait la Cour des comptes. Lors d'un précédent rapport, elle avait décompté 78 USP en 2003 dont 60 % concentrées dans quatre régions : Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes. Depuis 2003, le nombre d'USP a diminué, tombant à 72 d'après la direction des hôpitaux, voire moins, selon le Dr Bernard De-

valois, président de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs. Ces unités – de quelques lits à 84 chacune – totalisent entre 700 et 800 lits de soins palliatifs. Le nombre de demandes d'admission en USP est « trois à quatre fois plus élevé », selon le Dr Devalois. Si on double le nombre de lits, cela ferait 1 500 à 1 600 places dans les USP, espère-t-il. Après l'annonce de Sarkozy il affirme : « C'est la première fois qu'on s'intéresse aux USP, jusque-là c'était aux équipes mobiles ». En 2004, l'ancien ministre de la Santé, Douste-Blazy, avait annoncé la création d'équipes mobiles de soins palliatifs. Les USP qui accueillent 5 % à 10 % des patients en fin de vie sont le dernier étage, réservé aux « cas les plus compliqués » (douleurs difficiles à traiter, questions éthiques liées à l'application de la loi Leonetti sur la fin de vie).

DU CÔTÉ DE BEAUVAU

La menace terroriste « bien réelle »

La ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie affirme que la menace terroriste « est réelle » et que la France restait « en Vigipirate rouge ». Placé depuis juillet 2005 au rouge, Vigipirate compte depuis mars 2003 quatre niveaux d'alerte, le maximum étant l'« écarlate ». La ministre affirme : « Il y a une réalité, la menace est réelle à l'égard de la France comme pour tous les pays occidentaux, pas simplement puisque nous avons vu que les actes terroristes se sont beaucoup produits à l'extérieur de l'Europe et nos concitoyens sont aussi visés ».



Gendarmerie-police : pour le maintien d'un « double statut »

MAM s'est prononcée pour le maintien d'un « double statut » entre la gendarmerie et la police. Elle a expliqué : « Je suis très attachée à l'identité militaire de la gendarmerie et Nicolas Sarkozy l'est aussi ». La nouvelle locataire de la place Beauvau a avancé qu'« il doit y avoir un renforcement de la coordination entre les deux pour plus d'efficacité », mais « il est très important pour la démocratie, pour la République, qu'il y ait des forces de l'ordre à double statut : la police et la gendarmerie ». Et de conclure : « Je veux que ces deux forces soient considérées à égalité et en respectant l'identité de chacune ».

L'HÔPITAL EN CHIFFRES

La France compte un millier d'établissements hospitaliers publics, comportant au total 307 000 lits, dont 544 centres hospitaliers, 347 hôpitaux locaux et 31 centres hospitaliers régionaux universitaires, selon des chiffres de la Fédération hospitalière de France (FHF) portant sur 2005. Avec près de 8,1 millions d'hospitalisations, l'hôpital public en assure 62 %, loin devant le privé à but lucratif (29 %) et non lucratif (9 %). En 2005 il y a eu

15 millions de passages aux urgences, contre 13 millions en 2000. Le public emploie 855 000 personnes, dont 196 000 infirmières, 185 000 aides-soignants, 91 000 techniques, 88 000 administratifs et 85 000 médecins. Sur les 45 000 créations de postes non médicaux prévues par Jospin lors de la mise en place des 35 heures, 30 000 à 35 000 ont été pourvus. Du côté des praticiens, 10 000 des 15 000 postes prévus ont été pourvus. Plus de deux tiers des hôpitaux publics (69 %) ont connu un déficit en 2006, soit un déficit cumulé de plus de 760 millions, selon la FHF.